

**Nations unies - Adoption de la
résolution renouvelant le régime de
sanctions Soudan du Sud -
Explication de vote du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 13 juillet 2018)

Monsieur le Président,

Permettez-moi de commencer en saluant chaleureusement notre nouveau collègue de Côte d'Ivoire, Son Excellence Léon Houadja Kacou Adom. C'est un grand plaisir monsieur l'Ambassadeur de vous accueillir ici. Je voudrais saisir cette occasion pour saluer également l'excellent travail de Son Excellence Alcide Djédjé, qui a assuré un intérim dans les conditions les meilleures après le départ du très regretté Bernard Tanoh-Boutchoue, dont le souvenir reste très présent pour nous tous, et qui reste pour le conseil et certainement pour votre serviteur une profonde source d'inspiration.

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption de cette résolution qui renouvelle pour un an le régime de sanctions sur le Soudan du Sud.

La France a bien entendu néanmoins nos collègues d'Ethiopie et de Guinée équatoriale et partage leur volonté que le Conseil reste rassemblé en soutien au processus politique et à l'action mené par l'IGAD et l'Union africaine.

Cette résolution ne vise pas à nuire aux négociations menées par l'IGAD. Son objectif est de protéger les populations civiles. Elle permet la mise en place d'un régime d'embargo sur les armes, que la France appelait de ses vœux depuis plusieurs années. Cet embargo, en limitant l'afflux d'armements vers le Soudan du Sud, est une des mesures les plus importantes que ce Conseil pouvait prendre pour protéger les populations civiles sud-soudanaises.

Le Conseil de sécurité, en adoptant également des sanctions individuelles contre deux responsables militaires importants de chaque camp, envoie un signal très clair : l'impunité dans les violences faites aux civils et les violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire les plus élémentaires ne peut plus être accepté. Les individus qui cherchent à prolonger ce conflit, au mépris de la vie de leurs concitoyens, doivent savoir qu'ils en subiront les conséquences.

Monsieur le Président,

La situation au Soudan du Sud ne s'améliorera réellement que si un terme est mis au conflit. La France est encouragée par les progrès récents dans le processus politique. Elle salue l'engagement de l'IGAD et invite les parties sud-soudanaises à finaliser au plus vite un accord pour que les armes se taisent enfin et que la population sud-soudanaise puisse retrouver, dans la paix, la vie à laquelle elle aspire. Soyez assuré, Monsieur le Président, de l'engagement résolu de la France en ce sens. Je vous remercie./.